

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63090

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Die Wiederherstellung nationaler Größe, die eine Triebfeder der Konservativen Revolution darstellte, war in Frankreich kein Thema. Hier wurde in erster Linie den Ideen von 1789 der Kampf angesagt.

Obgleich Eckerts Studie einen interessanten Ansatz verfolgt, nämlich die Untersuchung von französischen und deutschen antiliberalen Strömungen aus vergleichender Perspektive, so kann sie diesen Anspruch nicht immer einlösen. Die Studie konzentriert sich in der Hauptsache auf die genannten zwei Gruppierungen des Nonkonformismus, und die Vergleiche mit der Konservativen Revolution treten eher am Rande auf, als daß sie das Zentrum der Untersuchung darstellten. Die Aussagen zu Übereinstimmung und Abweichungen der nationalen Bewegungen muten daher ein wenig holzschnittartig an. Abgesehen von dem Befund, der Kern der Gemeinsamkeit sei das massive Auftreten einer neuen, revolutionären Rechten in beiden Ländern, welcher jedoch nur bedingt Neues bietet, erscheinen die Ergebnisse weitgehend bekannt. In dem von Gilbert Merlio 1995 herausgegebenen Sammelband »Ni gauche ni droite« wird bereits in der Einleitung auf die Ähnlichkeiten und Unterschiede beider Krisenerscheinungen verwiesen. Eckerts Feststellungen weisen kaum über das hier Dargelegte hinaus. Bleibt die Hauptthese des Autors, die Ansicht, daß der französische Nonkonformismus im Gegensatz zu allen bisherigen Deutungen erst in der zweiten Hälfte der dreißiger Jahre seine wahre Dynamik entfaltete. Eckert kommt hier das Verdienst zu, die vielfältigen Verbindungen der Nonkonformisten zu den rechtsextremen Ligen und den Sammlungsbewegungen der linken Dissidenten bis zum Vorabend des Zweiten Weltkrieges nachzuzeichnen. Dennoch bleibt die Frage, ob der Nonkonformismus tatsächlich – wie Eckert behauptet – bis zu diesem Zeitpunkt als eigenständige Bewegung wahrgenommen wurde oder ob er nicht vielmehr in jenen Bewegungen aufging, mit denen er seine taktischen Bündnisse schloß.

Gaby SONNABEND, Bonn

Ulrich VON HEHL, Nationalsozialistische Herrschaft, München (Oldenbourg) 1996, IX–165 p. (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 39).

Ce petit livre de Ulrich von Hehl, professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Leipzig, constitue le tome 39 de l'encyclopédie de l'histoire allemande dirigée par Lothar Gall, conçue avant tout comme un instrument de travail. Cette synthèse a été rédigée à partir de 16 recueils d'actes imprimés, de 18 recueils de discours ou de mémoires d'acteurs de premier plan (Hitler, Goebbels, Himmler, Rosenberg, Speer, mais aussi von Hassell et Goerdeler), et d'une bibliographie scientifique de 465 titres, reflétant principalement l'état de la production de l'école historique (ouest-)allemande mais sans faire l'impasse sur les auteurs anglo-saxons et israéliens essentiels, classés en 17 chapitres thématiques. Ce travail rigoureux, à l'érudition impeccable, et très au fait des recherches les plus récentes, ne dépare donc pas l'esprit de l'encyclopédie: c'est un outil de travail indispensable, qui rendra les plus grands services tant aux chercheurs qu'aux non-spécialistes, désireux de s'informer de l'état des recherches et des controverses passés ou en cours sur le régime national-socialiste.

La première partie de cet ouvrage présente, en 47 pages, un tableau synoptique encyclopédique de nos connaissances sur le système de domination du Troisième Reich, divisé en six courts chapitres. Elle offre des mises au point factuelles concises, assorties de renvois bibliographiques. La lecture du texte se trouve facilitée par les titres donnés, dans les marges, aux différents paragraphes, procédé également adopté dans la seconde partie de l'ouvrage.

Celle-ci présente, en 67 pages, un exposé des problèmes fondamentaux et des tendances de la recherche. Cette synthèse historiographique présente incontestablement le plus grand intérêt et la plus grande utilité pour le chercheur. Prétendre rendre compte en quelques pages

d'un texte très dense, lui-même constitué de comptes-rendus d'ouvrages résumés parfois en quelques mots ou en quelques formules suggestives, tient au demeurant de la gageure. Cette seconde partie s'ordonne, comme la première, en six chapitres.

Après les premiers travaux consacrés à la recherche des causes de la «catastrophe allemande» dans l'immédiate après-guerre (Meinecke, Dehio, Ritter), le national-socialisme se constitua, en particulier avec la fondation de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich en 1950, en objet d'une nouvelle discipline scientifique, «l'histoire du temps présent», sous l'impulsion de Rothfels et de Ritter. L'apport de la science politique fut également sensible dans les premiers travaux de Bracher. Le modèle interprétatif dominant était alors celui du totalitarisme, à partir de comparaisons entre les régimes de Hitler et de Staline. Mais dans les années 1960 un changement de paradigme s'opéra, entre autres sous l'influence du mouvement étudiant, qui critiquait le capitalisme et l'anticommunisme de la RFA. Ce changement permit une renaissance des théories du fascisme, sous la forme de la thèse bonapartiste-marxiste de Mason, comme de la vision d'ensemble d'un fascisme européen à partir d'une histoire phénoménologique des idées de Nolte. Le fascisme était la forme particulière de domination dans des sociétés se trouvant dans une phase critique du processus de transformation sociale. Le rôle des couches dominantes était souligné. Et ce n'est que dans les années 1980 que la controverse conceptuelle totalitarisme/fascisme/national-socialisme perdit de son acuité. La controverse sur la valeur explicative des théories du totalitarisme et du fascisme ne se réduisit cependant pas à un simple affrontement idéologique, mais elle se déroula aussi à l'arrière-plan d'un «combat de direction» entre les disciples de la science politique et ceux de l'histoire sociale structurelle, souvent influencés par les écoles françaises et angloaméricaines.

Les travaux de Hans Mommsen et de Martin Broszat partirent des mêmes prémisses structuralistes. Mommsen s'attacha à l'étude des aspects structurels de l'exercice du pouvoir politique dans la société: il refusa de rationaliser le national-socialisme, le régime nazi lui apparaissant sous les traits d'une «anarchie institutionnelle», sous l'effet d'une «radicalisation cumulative». Martin Broszat, dans *L'État hitlérien* (1969), analysa la position absolue atteinte par le *Führer* non dans un État unifié, dictatorial et centralisé, mais dans la polycratie des domaines, dans une jungle organisée avec des formes spécifiques de l'absolutisme. La polycratie ne résultait pas de l'application de la tactique du «diviser pour régner», mais d'un «opportunisme de situation». Le *Führer* demeurait la figure indispensable à l'intégration et la plaque tournante des événements. La guerre idéologique et le génocide furent la conséquence nécessaire de la dynamique sociale intérieure.

La question essentielle de la place de Hitler dans le régime nazi se trouve à l'origine de la grande controverse entre l'école intentionnaliste et l'école structuraliste. Les premières recherches se focalisèrent sur la volonté d'extermination du régime et sur les impulsions idéologiques qui se trouvaient par derrière. Les interprétations révisionnistes ou structuralistes abandonnèrent ce point de vue, mettant au contraire l'accent sur le chaos des compétences anarchiques avec leurs contradictions internes. Au milieu des années 1970, on assista à un durcissement des oppositions entre les deux écoles, dont Hildebrand et Mommsen apparurent alors comme les principaux chefs de file. Hildebrand s'attacha à l'étude des racines programmatiques de l'action de Hitler en politique étrangère, la force d'impulsion décisive venant des obsessions idéologiques du dictateur. L'école structuraliste s'est peu préoccupée, quant à elle, de recherches dans le domaine de la politique étrangère. Elle met pour sa part l'accent sur le concept de pouvoir charismatique et sur la dynamique autodestructrice du régime nazi. Le pouvoir charismatique du *Führer* fut responsable de l'instabilité et des crises. Il en résulta un chaos de direction, une absence d'évaluation planifiée et rationnellement calculée de l'action politique (Broszat, Rebutisch). Hitler fut un dictateur faible (Mommsen).

Les controverses relatives à l'extermination des juifs et à la politique raciale se trouvèrent dans les années 1970 au centre de l'affrontement entre les intentionnalistes et les structuralistes, qui porta sur la valeur des obsessions idéologiques et des ordres concrets de Hitler.

Reitlinger, en 1953, dans son étude pionnière sur la Solution Finale, fit état d'un ordre en provenance de Hitler, au printemps 1941, de massacrer les juifs. Mais Hilberg, dès la première édition de *La destruction des juifs d'Europe* (1961), ne dirigea plus son regard sur le dictateur et sa haine pathologique des juifs, mais sur l'exécution technique et bureaucratique du génocide. Le débat est depuis récurrent. Selon la contribution fonctionnaliste de Broszat à l'interprétation du génocide, l'Holocaust n'est pas à expliquer de manière intentionnelle, mais comme sortie d'une impasse (militaire). Il n'y eut pas d'ordre général d'extermination, mais le programme du judéocide se dessina à partir d'actions individuelles, jusqu'au printemps 1942: il n'y eut pas de lien direct entre l'idéologie de Hitler et le développement concret de la Solution Finale. Mommsen relativise encore davantage le rôle de Hitler: la Solution Finale fut le produit d'une «radicalisation cumulative», d'un combat de concurrences pour briguer les faveurs du *Führer*, du pouvoir d'action des appareils bureaucratiques secondaires. En l'absence d'un ordre écrit de Hitler, les responsabilités furent segmentées à l'extrême. Mais tel n'est pas le point de vue de Gerald Fleming (1982) qui analyse la Solution Finale comme la concrétisation d'un plan, et qui souligne la continuité qui relie l'antisémitisme précoce de Hitler aux premières fusillades de masse des juifs. La majorité des historiens, comme par exemple Browning ou Breitman, s'en tiennent aujourd'hui à l'existence d'un ordre du *Führer*, instance décisive du régime, qui ne fut pas nécessairement fixé par écrit. Mais les propositions de datation demeurent encore très éloignées: dès le printemps 1941 pour Breitman, dans une étude biographique consacrée à Himmler, aux mois d'août/septembre 1941 pour Philippe Burrin, en relation avec la diminution des espérances de victoire rapide à l'est; pour Christopher Browning, Hitler consentit à l'été 1941 à la préparation concrète du génocide, qu'il n'autorisa qu'en octobre/novembre 1941.

Il faut relever également la tendance qui consiste à englober l'Holocaust dans de plus vastes ensembles factuels et interprétatifs. Il y eut ainsi une étroite relation entre l'extermination du judaïsme européen et la guerre contre l'Union Soviétique (Hillgruber, Broszat). Des unités particulières de la *Wehrmacht* participèrent aux actions d'extermination. La brutalisation de la guerre à l'est fut la conséquence de l'endoctrinement (Bartov). D'autres recherches soulignent les relations entre l'Holocaust et le massacre d'autres races (étrangers à la communauté, Slaves, Tsiganes, etc. ...). Le racisme fut un élément constitutif de la domination nazie. Les experts de l'euthanasie apportèrent leur contribution au massacre des juifs. Il y avait des racines idéologiques communes à tous les massacres de masse, la vision d'une communauté de race pure (Peukert). Une partie du corps médical faisait preuve d'une mentalité génocidaire (Lifton). Les travaux encore récents de G. Aly et de S. Heim soulignent le lien entre l'Holocaust et les sciences modernes orientées vers les calculs de faisabilité et de rationalité. Les autorités allemandes et les instituts de recherche planifièrent un «nouvel ordre européen». La Solution Finale répondit à un objectif technique et démographique, elle fut une raison instrumentalisée sans charité. Il fallait détruire une partie de la population racialement non désirée, afin de redistribuer des ressources et résoudre la question sociale. Des recherches portent également sur les exécuteurs des crimes (*die Täter*). Divers responsables, militaires, bureaucrates, intellectuels, jeunes diplômés de l'université, diplomates collaborèrent avec la police; le fanatisme idéologique ne constitua pas la motivation principale, mais celle-ci résida dans l'ambition, la réflexion amoralisée sur le pouvoir, la fixation sur l'autorité, le manque de sens de mesure morale également (Browning, Hilberg). Le comportement de la population allemande n'a retenu que tardivement l'attention des chercheurs. Seule une poignée d'Allemands acquièrent une connaissance complète du processus d'extermination, mais très peu ne savaient rien (Laqueur). L'opinion, dans sa majorité, désavoua les pogromes en 1933 et en 1938, mais l'antisémitisme latent explique la passivité et l'indifférence (Kershaw).

Le champ de l'exercice du pouvoir et de la société s'élargit, au milieu des années 1960, aux problématiques de l'histoire sociale (4: Domination, vie quotidienne, résistance, combat des Églises). Les années 1980 se caractérisèrent par une tendance à la «démonumentalisation» de

l'époque nazie, avec une nouvelle évaluation des césures historiques visant à supprimer les bornes de l'histoire du Troisième Reich, dans la perspective d'une histoire globale de la modernisation de l'Allemagne. L'histoire de la *Wehrmacht* s'ouvrit à la fin des années 1960 à l'histoire sociale (Messerschmidt, Müller). Les travaux de Wegner sur la *Waffen-SS* s'attachèrent à analyser le recrutement social de l'élite nazie, et à décrire l'apparition d'un «soldat politique». L'appareil de terreur SS fit l'objet d'un travail pionnier de Kogon dès 1946, puis d'une fameuse investigation collective, *Anatomie des SS-Staates*, par Broszat, Buchheim, Jacobsen et Krausnick, à l'occasion du procès de Francfort. Puis la recherche sur la *Gestapo* effectua un changement de perspective, dans le contexte de l'histoire sociale. Les travaux de Mann sur Düsseldorf et de Gellately sur Würzburg montrèrent que la police secrète était crainte par la population, mais manquait de moyens en personnels. D'où l'importance du rôle des mouchards: le phénomène des dénonciations occupa une dimension centrale dans l'interaction entre la population et le régime.

L'étude pionnière de Allen sur Northeim, en 1965, avait ouvert la voie aux recherches sur la vie locale et quotidienne. Le «projet bavarois», sous la direction de Martin Broszat (1973–1983), s'attacha à nouveau à l'étude des effets concrets du pouvoir nazi au niveau local, et des réactions de la population. Ses champs de recherches se développèrent en direction des communes, des régions, des groupes sociaux. À côté des foyers de conflits typiques, le «projet bavarois» s'attacha au domaine non spectaculaire de la quotidienneté grise, de la banalité du mal, et des différentes formes de conformité ou de refus (Thamer).

L'étude de la résistance a toujours constitué un point capital de la recherche: il en allait de la légitimation politique des deux Allemagnes. Dès la fin de la guerre, il fallut apporter des témoignages sur «l'autre Allemagne», qui venaient contredire les jugements de condamnation formulés par les auteurs anglo-saxons. Les premières recherches se concentrèrent sur l'attentat du 20 juillet 1944, et sur la coopération des forces conservatrices et bourgeoises-libérales avec les forces démocratiques du mouvement ouvrier. Dans les années 1960, avec les travaux de Mommsen, de Graml ou encore de von Roon, la résistance nationale-conservatrice fit l'objet d'une nouvelle évaluation, fort éloignée d'un idéal de démocratisation et de modernisation, tandis que la résistance communiste, socialiste de gauche et ouvrière bénéficiait d'un intérêt accru. Des études pionnières envisagèrent la résistance et la persécution dans les villes de la Ruhr, ainsi que la résistance des jeunes. La recherche sur la résistance s'élargit aussi à l'histoire sociale. Le «projet bavarois» permit en particulier d'approfondir la réflexion conceptuelle sur la notion de résistance. Broszat proposa le concept de *Resistenz* (= adaptation), opposé à la *Widerstand* proprement dite. Les chercheurs allemands s'attachèrent alors à analyser les spectres de comportements, en confrontant leur outillage avec les concepts élaborés par leurs collègues anglais, français et italiens. Les notions de *Nonkonformität* et de *Protest* firent leur apparition. Les travaux de Löwenthal et de zur Mühlen proposèrent une modélisation à quatre étages: les réserves idéologiques, le refus social, l'opposition politique et la subversion active. Kershaw proposa le terme de dissension pour qualifier les comportements et les actions déviants.

Le comportement de l'Église catholique a été aussi analysé dans la perspective de la résistance. Il existe à ce propos une littérature apologétique. Mais en dépit des accusations lancées par le régime nazi, l'Église n'a pas considéré la résistance politique comme une tâche ecclésiastique. Comme Scholder l'a souligné, le terme en usage dans la langue évangélique de *Kirchenkampf*, qui s'est imposé dans l'histoire des deux Églises sous le Troisième Reich, désigne à la fois le combat du régime contre les Églises et les réactions de celles-ci. Le temps de la persécution fut aussi une composante de l'effort d'auto-affirmation de l'Église catholique, sans nier le phénomène dominant de la loyauté à l'égard de l'État. On ne retrouva finalement que peu d'ecclésiastiques dans le cercle de la résistance politique.

Depuis les années 1970, la recherche sur l'histoire sociale du Troisième Reich s'est intensifiée. Dahrendorf et Schoenbaum ont posé la question de la relation du national-socialisme

avec la modernité. Pour Dahrendorf, le national-socialisme a modernisé la société allemande, et l'idéologie de la communauté du peuple était révolutionnaire sur le plan social. Schoenbaum a souligné l'utilisation de moyens modernes pour bloquer le développement de la société industrielle bourgeoise et moderne. Il y aurait eu une permutation des moyens et des objectifs. Nipperdey a évoqué ainsi le paradoxe d'un mouvement d'antimodernisation en même temps hypermoderne.

La question de la structure sociale des militants et des électeurs du NSDAP a été renouvelée, entre autres, par la synthèse de Falter. Le parti nazi a recruté des adhérents et des électeurs dans toutes les couches sociales, y compris chez les catholiques pratiquants ou chez les chômeurs qui soutenaient auparavant les communistes. Le parti nazi a constitué un »Volks-partei négatif« (Mommsen). Les intérêts des classes moyennes passèrent cependant à l'arrière-plan des objectifs idéologiques de Hitler. La classe ouvrière a fait, pour sa part, l'objet de nouvelles études dans la perspective de la recherche sur la résistance. Des éléments de consensus, d'intégration et d'approbation du régime ont été mis en valeur. La séduction exercée par le régime a contrebalancé la contrainte. Des effets de modernisation doivent être imputés au développement de salaires différenciés, selon les exigences de la production d'armements (Herbert, Kranig, Siegel). Une véritable rationalisation sociale et industrielle a permis, en particulier, une réduction de la différenciation sociale entre les travailleurs et les employés. La question des femmes sous le Troisième Reich reste, par contre, beaucoup plus controversée. Peut-on parler d'une régression de la condition féminine? Les femmes furent-elles complices des crimes commis par le régime (Koonz), ou au contraire, exclues de la vie économique, victimes d'un racisme agressif inspiré par une idéologie raciobiologique (Bock)?

Au début des années 1990, les travaux de Prinz et de Zitelmann relancèrent la controverse sur la relation du national-socialisme et de la modernisation. Selon ces deux chercheurs, les représentations socio-économiques de Hitler participaient d'un programme révolutionnaire, visant à refaçonner la société allemande. Le paradigme de la modernisation procédait de trois suppositions: l'absence de concept normatif de la modernisation, le découplage modernisation/démocratisation, la thèse de l'effet de modernisation non intentionnel du national-socialisme. Mais de très vives critiques ont été adressées au paradigme de la modernisation. Selon Mommsen, le national-socialisme ne fut qu'une »modernisation feinte«. Frei souligne pour sa part que les massacres de masse du Troisième Reich ne sont pas compatibles avec les catégories de la modernisation. Entre Zitelmann et ses contradicteurs viennent se placer les théoriciens »sceptiques« de la modernisation. La Seconde Guerre mondiale marqua l'apogée d'un processus de modernisation aux tendances antihumanitaires (Peukert). Le régime nazi représenta une forme de développement pathologique de la modernité, une possibilité inhérente à la modernité (Bauman), le projet de réaliser une société parfaite avec les moyens d'un *Social Engineering*. Les thèses de Aly et de Heim, interprétant le génocide en termes de politique d'aménagement du territoire, constituent aussi une tentative pour intégrer le régime nazi dans l'histoire allemande de la modernisation.

»Historicisation du national-socialisme« et »Historikerstreit«. Dans un article de 1985, Broszat se prononçait pour une réintégration de l'époque de Hitler dans l'histoire allemande contemporaine. Le Troisième Reich présentait une réalité contradictoire, faisant coexister capacité de succès et énergie criminelle, mobilisation de productivité et de destruction. Aussi, seule l'historicisation pourrait permettre de mesurer la place du national-socialisme dans l'histoire allemande. Friedländer a critiqué très vivement la position de Broszat: contre la tendance à la relativisation des césures de 1933 et de 1945 par l'histoire sociale, contre l'exigence de la distanciation, contre le manque de clarté du postulat de l'historicisation, il a réaffirmé le caractère propre de l'époque du Troisième Reich, la singularité de »l'assassinat de l'humanité« dont il est responsable et le caractère spécifique de la politique d'extermination. A la différence de la controverse entre Broszat et Friedländer, la »querelle des historiens«, déclenchée au mois de juillet 1986 par le sociologue Habermas, ne permit pas d'application

pratique du concept »d'historicisation«: elle présenta, en fait, des aspects extrascientifiques, politiques, polémiques et même hystériques.

La recherche empirique a donné de nouvelles impulsions à »l'historicisation du nazisme«. Une relativisation des douze années du nazisme a été opérée par l'histoire sociale, à travers l'enquête orale sur les expériences du fascisme dans la Ruhr de 1930 à 1960, ou à travers les recherches d'Herbert sur l'emploi des travailleurs étrangers en Allemagne de 1880 à 1980. Et même si le débat totalitarisme/fascisme est devenu stérile, la comparaison entre les dictatures hitlériennes et staliniennes demeure toujours possible. Nolte a soutenu une thèse sur la relation causale entre les massacres de classe bolcheviques et les massacres de race nazis. Mais certains historiens, comme Kershaw, refusent également les recherches comparatistes, au nom du caractère spécifiquement allemand du national-socialisme.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Michael SCHNEIDER, *Unterm Hakenkreuz. Arbeiter und Arbeiterbewegung 1933 bis 1939*, Bonn (Dietz) 1999, XIII-1184 p. (*Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts*, 12).

Dans la monumentale série consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier allemand depuis le XVIII^e siècle et dirigée par Gerhard Ritter, l'ouvrage de Michael Schneider était attendu à plus d'un titre. L'arrivée au pouvoir des Nazis en janvier 1933 soulève des questions importantes quant aux rapports qu'Hitler et les siens entretiennent avec le monde du travail. Ce sont ces questions que pose Michael Schneider dans son ouvrage. Comment expliquer tout d'abord ce qui apparaît comme une défaite du mouvement ouvrier, sa rapide élimination de l'espace allemand et en corollaire, la transformation du NSDAP en mouvement de masse? Il convient ensuite de suivre le destin de cette communauté ouvrière jusqu'à l'éclatement de la guerre. Ce chemin suscite à son tour bien des questionnements, concernant tout à la fois les destins particuliers des militants d'avant 1933 que leur attitude face au régime, notamment avec la mise en œuvre de la politique national-socialiste du travail dont bien des aspects furent perçus de façon positive par certains ouvriers qui ne furent pas des militants de la cause hitlérienne. Cette politique est elle-même au centre d'une polémique que l'auteur n'esquive pas. A-t-elle été une »modernisation égalitariste«? »une révolution sociale«? Dernier centre d'intérêt, l'épineux volet de la résistance de la classe ouvrière au nazisme avant 1939 est lui également abordé. Quelle est la meilleure forme de résistance possible? Sur la base de l'unité d'action?

Schneider en répondant à l'ensemble de ces questions nous plonge avec son ouvrage au cœur du système national-socialiste. Il montre comment le mouvement ouvrier, de sujet de la politique qu'il était avant 1933, devient progressivement objet d'une politique. Cette »descente aux enfers«, Schneider la restitue dans le premier chapitre de son livre. Il met en avant un certain nombre de raisons qui ont conduit à l'élimination d'un mouvement ouvrier autonome. S'il souligne l'absence de scrupules des Nazis, il insiste également sur la stratégie d'Hitler qui utilise les divergences au sein de la classe ouvrière et s'appuie sur les anciennes élites de Weimar, dont la méfiance à l'égard du monde ouvrier était réelle. L'auteur va cependant plus loin en nous présentant l'absence de réflexion théorique dont fit preuve le mouvement ouvrier face à la nature du nazisme. Cela explique en partie les erreurs initiales au moment de la prise de pouvoir, notamment l'absence de résistance immédiate mue par la conviction d'une fin rapide du gouvernement Hitler. Schneider passe en revue également d'autres aspects: l'impossibilité de l'unité d'action entre communistes et sociaux-démocrates, la résignation de la masse dans le contexte du chômage important que connaît l'Allemagne, et, pour clore, la volonté du NSDAP de créer sa propre organisation du travail, une organisation capable de prendre en charge tous les aspects de la vie en société.